Spedizione in abbonamento postale

Anno 93° — Numero 13

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA — Roma - Mercoledì, 16 gennaio 1952 — SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI TELEF. 50-139 51-236 51-554
AMMINISTRAZIONE PRESSO LA LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI 10, ROMA - TELEF. 841-089 841-737 850-144

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO

ALLA PARTE PRIMA E SUPPLEMENTI ORDINARI
In ITALIA Abbonamento annuo L. 8024 Semestrale L. 4516 Trimestrale L. 2516 Un fascicolo L. 40.
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

ALLA PARTE SECONDA (Foglio delle inserzioni)
In ITALIA Abbonamento annuo L. 8024 Semestrale L. 4516 Trimestrale L. 2516 Un fascicolo L. 40.
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

I fascicoli disguidati devono essere richiesti entro 30 giorni dalla data di pubblicazione

L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 1/2640 intestato all'Istituto Poligrafico dello Stato Libreria dello Stato - Roma

Per gli annunzi da inserire nella "Gazzetta Ufficiale„ veggansi le norme riportate nella testata della parte seconda

La «Gazzetta Ufficiale» e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico presso i negozi della Libreria dello Stato in ROMA, via XX Settembre (palazzo del Ministero delle Finanze); via del Corso n. 234 (angolo via Marco Minghetti n. 23-24), in MILANO, Galleria Vittorio Emanuele n. 3; in NAPOLI, via Chiaia n. 5; in FIRENZE, via Cavour n. 46 r; in TORINO, via Roma n. 80 (Salone "La Stampa„) e presso le Librerie depositarie di tutti i Capoluoghi di Provincia.

Le inserzioni nella Parte II della «Gazzetta Ufficiale» si ricevono in ROMA - presso la Libreria dello Stato (Ufficio inserzioni - via XX Settembre - Palazzo del Ministero delle Finanze). Le Agenzie della Libreria dello Stato in: Milano, Galleria Vittorio Emanuele n. 3 - Firenze, via Cavour n. 46 r - Napoli, via Chiaia n. 5 - Torino, via Roma n. 80 (Salone "La Stampa„) sono autorizzate ad accettare solamente gli avvisi consegnati a mano ed accompagnati dal relativo importo.

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

1951

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

CONCORSI ED ESAMI

LEGGI E DECRETI

LEGGE 24 luglio 1951, n. 1562.

Approvazione ed esecuzione degli Accordi conclusi a Berna tra l'Italia e la Svizzera il 6 aprile-10 maggio 1949: a) Avenant al Protocollo del 15 ottobre 1947, concernente il regolamento di alcuni pagamenti fra la Svizzera e l'Italia; b) Accordo concernente gli investimenti finanziari svizzeri in Italia; c) Scambi di Note.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge

Art. 1.

Sono approvati i seguenti Accordi conclusi a Berna fra l'Italia e la Svizzera il 6 aprile-10 maggio 1949:

a) Avenant al Protocollo del 15 ottobre 1947 concernente il regolamento di alcuni pagamenti fra la Svizzera e l'Italia;

b) Accordo concernente gli investimenti finanziari svizzeri in Italia;

c) Scambi di Note.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data agli Accordi suddetti.

Art. 3.

La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*

ed ha effetto dal 10 maggio 1949 conformemente all'art. 9 dell'Accordo concernente gli investimenti finanziari svizzeri in Italia.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Caprarola, addì 24 luglio 1951

EINAUDI

DE GASPERI — SFORZA — PELLA — LA MALFA — TOGNI

Visto, *il Guardasigilli* ZOLI

Avenant au Protocole du 15 octobre 1947 concernant le règlement de certains paiements entre la Suisse et l'Italie, signé à Berne le 10 mai 1949.

Le Gouvernement italien et le Gouvernement suisse sont convenus d'apporter les modifications suivantes au Protocole du 15 octobre 1947 concernant le règlement de certains paiements entre la Suisse et l'Italie

1 Le ciffre 7 lit. *a* du protocole susmentionné est abrogé et remplacé par le texte suivant:

a) Les montants destinés aux services des emprunts extérieurs (interêts et amortissements) ainsi qu'aux paiements afférents aux placements financiers suisses en Italie selon l'Arrangement concernant les placements financiers suisses en Italie.

2. Le chiffre 8 lit. *a* du protocole susmentionné est abrogé et remplacé par le texte suivant:

a) 32 % pour assurer le transfert d'Italie en Suisse des paiements prévus au chiffre 7 lit. *a*).

3. Le présent Avenant entre en vigueur le jour de sa signature et suivra le sort du Protocole, auquel il se réfère.

Fait à Rome, en double exemplaire, le 6 avril 1949.

Pour l'Italie GRAZZI

Pour la Suisse HOTZ

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
DE GASPERI

Arrangement concernant les placements financiers suisses en Italie signé à Berne le 10 mai 1949

Article premier

PLACEMENTS FINANCIERS SUISSES

1 *Dispositions générales.*

Sont considérés comme placements financiers suisses tous les capitaux investis en Italie avant le 10 décembre 1935 per un créancier suisse au sens de l'art. 2 du présent arrangement.

2. *Réinvestissements.*

Tout réinvestissement de capitaux suisses placés en Italie avant le 10 décembre 1935 ou de leurs revenus a qualité de placement financier suisse.

Il en est de même des réinvestissements d'arriérés de l'ancien clearing au sens de l'échange de lettres *F* 4 du 15 octobre 1947 ou de leurs revenus, ainsi que des avoirs de propriété suisse qui auraient dû être transférés dans le cadre de l'ancien accord de clearing mais dont le transfert en Suisse n'a pas été possible du fait de l'interruption de ce clearing.

3. *Acquisitions postérieures à la date-critère.*

Les titres et autres placements en Italie qui étaient la propriété d'une personne domiciliée en Italie et ont été acquis après le 10 décembre 1935 à titre de propriété par des personnes ayant leur domicile permanent en Suisse, ensuite d'héritage ou de mariage, ont qualité de placements financiers suisses.

L'Ufficio Italiano dei Cambi et l'Office suisse de compensation se réservent d'admettre d'autres cas que des circonstances spéciales pourraient justifier

4. *Rapatriés suisses.*

La totalité des biens, y compris l'indemnité de licenciement émanant de contrats de travail dissous, appartenant, le jour de son départ d'Italie, à tout ressortissant suisse rentré ou rentrant définitivement en Suisse sera considérée comme placement financier suisse.

5. *Cas de rigueur.*

L'Ufficio Italiano dei Cambi et l'Office suisse de compensation peuvent, exceptionnellement et d'entente entre eux, déroger aux dispositions du présent arrangement lorsqu'une situation difficile ou urgente le justifie.

Article 2

CRÉANCIERS FINANCIERS SUISSES

1 *Dispositions générales.*

Sont considérées comme créanciers financiers suisses au sens du présent arrangement les personnes physiques ou morales y compris les sociétés commerciales, ayant leur domicile permanent ou leur siège en Suisse ou dans la Principauté de Lichtenstein.

2. *Rapatriés suisses.*

Tout ressortissant suisse rentré ou rentrant définitivement d'Italie en Suisse sera considéré comme créancier financier suisse.

3. *Sociétés financières et holdings.*

Il incombe à l'Office suisse de compensation d'examiner si et dans quelle mesure les sociétés financières et société holding, y compris les fondations et communautés de personnes, peuvent être considérées comme créanciers financiers suisses. Il refusera, le cas échéant, en tout ou en partie, le transfert de sommes qui ne sont pas destinées à être employées en faveur de l'économie suisse.

Article 3

AVOIRS TRANSFÉRABLES

1. *Dispositions générales.*

Les revenus nets payables à intervalles réguliers tels que, par exemple, les intérêts, dividendes, parts de bénéfices, intérêts hypothécaires, loyers, fermage, rentes foncières, etc. de placements financiers suisses, tels qu'ils sont définis à l'article 1, seront admis au transfert en faveur des créanciers financiers suisses définis à l'article 2, par le débit du compte financier prévu à l'article 8 *a* du Protocole du 15 octobre 1947 concernant le règlement de certains paiements entre l'Italie et la Suisse, modifié par l'Avenant à ce Protocole signé ce jour.

2. *Nantissements.*

Les revenus provenant de titres et de créances non incorporés dans des titres remis en gage à un créancier financier suisse avant le 10 décembre 1935 seront admis au transfert d'Italie en Suisse dans tous les cas où il serait indispensable d'y recourir pour la couverture des intérêts débiteurs. Ces cas seront soumis à l'examen de l'Office suisse de compensation.

3. *Usufruit.*

Les revenus provenant de titres et créances non incorporés dans des titres grevés d'un usufruit en faveur d'un créancier financier suisse seront admis au transfert d'Italie en Suisse s'il s'agit d'un usufruit légal ou testamentaire résultant de l'héritage d'une personne habitant l'Italie ou d'un usufruit antérieur au 10 décembre 1935. Les autres cas d'usufruit légal, testamentaire ou contractuel seront soumis à l'examen de l'Office suisse de compensation.

4. *Rapatriés.*

Une convention spéciale signée ce jour règle les modalités du transfert des revenus des placements financiers suisses appartenant à des ressortissants suisses rentrés ou rentrant définitivement d'Italie en Suisse.

Article 4

MODE DE RÈGLEMENT

1. *Avoirs en capital.*

Le créancier financier suisse remplissant les conditions de l'article 2 a la faculté, en cas de vente ou d'échéance d'un placement financier suisse, d'en faire verser la contrevaleur en Italie en « conto svizzero personale » ou en « conto svizzero ordinario ». Il bénéficiera dans ce cas des dispositions du présent arrangement.

Si le placement a été fait au moyen d'avoirs en « conto svizzero personale », le créancier pourra, à son choix, en faire verser la contrevaleur en « conto svizzero personale » ou en « conto svizzero ordinario ». En revanche, si le placement a été fait au moyen d'avoirs en « conto svizzero ordinario », le créancier n'en pourra verser la contrevaleur en « conto svizzero ordinario ».

2. *Revenus.*

Le créancier financier suisse a le choix de transférer les revenus de ses placements financiers suisses conformément aux dispositions du présent arrangement ou de renoncer dans chaque cas particulier à ce mode de règlement. S'il renonce au transfert de ses revenus, il pourra en faire bonifier le montant en lires en Italie à un « conto svizzero personale » ou à un « conto svizzero ordinario », à son choix.

Article 5

CONTI SVIZZERI

1. Les soldes des avoirs en « conto vecchio svizzero » ou en « conto speciale svizzero » existant ce jour, ainsi que les titres reposant à la même date sous un « dossier svizzero » ou « dossier speciale svizzero » seront transférés à de nouveaux comptes ou dossiers intitulés, suivant le cas, « conti svizzeri personali » ou « dossier svizzeri personali ».

2. Les propriétaires d'avoirs en « conto svizzero personale » bénéficieront des mêmes facultés de disposition sur ces avoirs que celles reconnues aux titulaires de « conti intrasferibili ordinari », en tant que ces facultés ne sont pas contraires aux accords qui règlent les paiements entre l'Italie et la Suisse.

3. Les propriétaires d'avoirs en « conto svizzero ordinario » bénéficieront des mêmes facultés de disposition sur ces avoirs que celles reconnues aux propriétaires d'avoirs en « conti svizzeri speciali », y compris la possibilité de payer des impôts en relation avec l'administration et la sauvegarde de placements suisses en Italie.

4. Les disponibilités en « conto svizzero personale » peuvent être virées sans autorisation préalable à un compte intitulé « conto svizzero ordinario » ouvert auprès de banques italiennes agréées au nom du même titulaire, de banques ou de toute autre personne physique ou morale considérée comme créancier suisse au sens du présent arrangement. En revanche, le virement d'un « conto svizzero ordinario » à un « conto svizzero personale » n'est pas admis.

5. Les disponibilités en « conto svizzero ordinario » peuvent être virées sans autorisation préalable à tout autre « conto svizzero ordinario ».

6. Les revenus de tout placement fait au moyen de disponibilités d'un « conto svizzero personale » ou d'un « conto svizzero ordinario » peuvent être transférés conformément aux dispositions du présent arrangement ou être portés au crédit d'un « conto svizzero personale » au choix du créancier suisse.

7. Le produit de la vente ou du remboursement de tout placement fait au moyen de disponibilités en « conto svizzero personale » pourra être crédité à un « conto svizzero personale » ou à un « conto svizzero ordinario » au choix du titulaire. En revanche, le produit de la réalisation ou de remboursement de placements faits au moyen de disponibilités en « conto svizzero ordinario » ne pourra être crédité qu'à un « conto svizzero ordinario ».

8. Au cas où des allègements seraient consentis pour l'utilisation en Italie des disponibilités des « conti intrasferibili ordinari », les mêmes allègements seront étendus automatiquement aux « conti svizzeri personali » en tant qu'ils ne sont pas contraires aux accords qui règlent les paiements entre l'Italie et la Suisse.

Article 6

DOSSIERS SVIZZERI

1. Les titres acquis au moyen des disponibilités d'un « conto svizzero personale » seront placés sous un dossier intitulé « dossier svizzero personale ».

2. Les titres acquis au moyen des disponibilités d'un « conto svizzero ordinario » seront placés sous un dossier intitulé « dossier svizzero ordinario ».

3. Sont seul admis les virements de titres d'un « dossier svizzero personale » à un « dossier svizzero ordinario » ou entre « dossiers svizzeri ordinari ».

4. Les revenus de titres sous « dossier svizzero personale » et « dossier svizzero ordinario » sont soumis aux dispositions du présent arrangement.

5. Le produit de la vente ou du remboursement de titres sous « dossier svizzero personale » peut être porté, au choix du titulaire, à un « conto svizzero personale » ou à un « conto svizzero ordinario ».

En revanche, le produit de la vente ou du remboursement de titres sous « dossier svizzero ordinario » ne peut être porté qu'au crédit d'un « conto svizzero ordinario ».

Article 7

AVOIRS EN CAPITAL

Si le capital d'un placement financier suisse vient partiellement ou totalement à échéance, les autorités italiennes en autoriseront sur demande la prorogation aux conditions et dans la monnaie contractuelles.

Article 8

CONVENTION D'EXÉCUTION

Une convention entre l'Office suisse de compensation, l'Union de Banques Suisses, en sa qualité d'Office central, d'une part et l'Ufficio Italiano dei Cambi d'autre part fixe les dispositions techniques d'application du présent arrangement.

Article 9

DISPOSITIONS FINALES

Le présent arrangement et ses annexes font partie intégrante de l'Accord commercial et du Protocole concernant le règlement de certains paiements entre l'Italie et la Suisse, signés le 15 octobre 1947

Il entrera en vigueur le 10 mai 1949 et sortira ses effets sur les revenus échus à partir du 1er mai 1949.

Il remplace l'Accord entre l'Italie et la Suisse conclu le 22 juin 1940 concernant l'application de l'accord du 3 décembre 1935 aux paiements afférents aux créances financières

Fait à Rome, en double exemplaire, le 6 avril 1949.

Pour l'Italie — GRAZZI

Pour la Suisse — HOTZ

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri

DE GASPERI

LE PRÉSIDENT
DE LA DÉLÉGATION ITALIENNE

Rome, le 6 avril 1949

Monsieur le Président,

Me référant à l'article 3, chiffre 4 de l'Arrangement concernant les placements financiers suisses en Italie conclu ce jour, j'ai l'honneur de vous proposer ce qui suit:

Le transfert des revenus des biens d'un ressortissant suisse entrant définitivement d'Italie en Suisse est limité, quant aux revenus des avoirs acquis après la date critère de propriété suisse, à 15.000 francs suisses par année.

La présente lettre et votre réponse font partie intégrante des accords entre la Suisse et l'Italie signés le 15 octobre 1947.

Je vous prie de vouloir bien me confirmer votre accord sur ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

GRAZZI

Au Président de la Délégation suisse

ROME

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri

DE GASPERI

LA COMMISSION GOUVERNEMENTALE MIXTE ITALO-SUISSE

LE PRÉSIDENT
DE LA DÉLÉGATION SUISSE

Berne, le 10 mai 1949

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre de ce jour, ainsi conçue:

« Me référant à l'article 3, chiffre 4 de l'Arrangement concernant les placements financiers suisses en Italie conclu ce jour, j'ai l'honneur de vous proposer ce qui suit

Le transfert des revenus des biens d'un ressortissant suisse entrant définitivement d'Italie en Suisse est limité, quant aux revenus des avoirs acquis après la date critère de propriété suisse, à 15 000 francs suisses par année.

La présente lettre et votre réponse font partie intégrante des accords entre la Suisse et l'Italie signés le 15 octobre 1947.

Je vous prie de vouloir bien me confirmer votre accord sur ce qui précède ».

Je vous confirme mon accord sur ce qui précède et vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération

HOTZ

Monsieur Umberto GRAZZI
Ministre Plénipotentiaire,
Président de la Délégation Italienne BERNE

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri

DE GASPERI

LE PRÉSIDENT
DE LA DÉLÉGATION ITALIENNE

Rome, le 6 avril 1949

Monsieur le Président,

Me référant aux négociations financières qui ont pris fin ce jour, j'ai l'honneur de vous confirmer ce qui suit:

L'« Istituto di Credito per le Imprese di Pubblica Utilità » a été chargé de conclure un arrangement avec l'Association Suisse des Banquiers au sujet du règlement des tranches des anciens amprunts

6 ½ % Società Idroelettrica Piemonte Serie B (SIP.B) 1930

7 % Società Meridionale di Elettricità 1927

7 % Società Adriatica di Elettricità 1927

émises ou payables en Suisse.

Il s'agissait, en fait, d'un règlement portant sur les tranches suisses d'emprunts qui avaient été, à l'époque, placés simultanément en Suisse et aux États-Unis. Or, le Gouvernement italien a déjà conclu, à cet égard, en 1947, un accord avec le Gouvernement des Etats-Unis qui règle les modalités du service et du remboursement des emprunts extérieurs italiens libellés en dollars. Cet accord contient, en faveur des Etats-Unis, la clause de la nation la plus favorisée et l'Istituto précité a reçu pour instructions de trouver, avec l'Association Suisse des Banquiers, un arrangement qui respecte les principes sur lesquels repose le règlement américain.

Je viens d'être informé que les pourparlers entre l'Istituto et l'Association Suisse des Banquiers on été menés à bonne fin et que les deux parties sont tombées d'accord sur un plan de règlement prévoyant l'émission d'un emprunt en francs suisses

3 % Istituto di Credito per le Imprese di Pubblica Utilità 1949
dont l'État italien garantirait le service et le remboursement.

L'entente entre créanciers et débiteurs est donc parfaite, à deux réserves près, toutefois :

la première, c'est que les signataires américains de l'accord analogue conclu en 1947 entre l'Italie et les États-Unis approuvent les termes du règlement objet de cette lettre ;

la seconde, concerne le Gouvernement italien qui doit encore promulger une loi spéciale pour entériner l'arrangement dont il s'agit.

J'ai l'honneur de vous informer que le Trésor italien est d'ores et déjà décidé à soumettre aux Autorités législatives compétentes le plan de règlement précité afin que le Gouvernement italien soit autorisé à donner sa garantie pour le service et le remboursement de l'emprunt en question.

Il mettra tout en œuvre pour que la loi prévue soit promulguée dans le plus bref délai possible.

Je vous saurais gré de bien vouloir accuser réception de cette communication. Cette lettre et votre réponse formeront partie intégrante de l'Arrangement concernant les placements financiers suisses en Italie conclu ce jour.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

GRAZZI

Au Président de la Délégation suisse

ROME

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
DE GASPERI

LA COMMISSION GOUVERNEMENTALE MIXTE ITALO-SUISSE

LE PRÉSIDENT
DE LA DÉLÉGATION SUISSE

Berne, le 10 mai 1949

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre de ce jour, ainsi conçue :

« Me référant aux négociations financières qui ont pris fin le 6 avril 1949, j'ai l'honneur de vous confirmer ce qui suit :

L'« Istituto di Credito per le Imprese di Pubblica Utilità » a été chargé de conclure un arrangement avec l'Association Suisse des Banquiers au sujet du règlement des tranches des anciens emprunts

6 ½ % Società Idroelettrica Piemonte Serie B (SIP.B) 1930
7 % Società Meridionale di Elettricità 1927
7 % Società Adriatica di Elettricità 1927
émises ou payables en Suisse.

Il s'agissait, en fait, d'un règlement portant sur les tranches suisses d'emprunts qui avaient été, à l'époque, placés simultanément en Suisse et aux États-Unis. Or, le Gouvernement italien a déjà conclu, à cet égard, en 1947, un accord avec le Gouvernement des Etats-Unis qui règle les modalités du service et du remboursement des emprunts extérieurs italiens libellés en dollars. Cet accord contient, en faveur des Etats-Unis, la clause de la nation la plus favorisée et l'Istituto précité a reçu pour instructions de trouver, avec l'Association Suisse des Banquiers, un arrangement qui respecte les principes sur lesquels repose le règlement américain.

Je viens d'être informé que les pourparlers entre l'Istituto et l'Association Suisse des Banquiers on été menés à bonne fin et que les deux parties sont tombées d'accord sur un plan de règlement prévoyant l'émission d'un emprunt en francs suisses

3 % Istituto di Credito per le Imprese di Pubblica Utilità 1949
dont l'État italien garantirait le service et le remboursement.

L'entente entre créanciers et débiteurs est donc parfaite, à deux réserves près, toutefois :

la première, c'est que les signataires américains de l'accord analogue conclu en 1947 entre l'Italie et les États-Unis approuvent les termes du règlement objet de cette lettre ;

la seconde, concerne le Gouvernement italien qui doit encore promulguer une loi spéciale pour entériner l'arrangement dont il s'agit.

J'ai l'honneur de vous informer que le Trésor italien est d'ores et déjà décidé à soumettre aux Autorités législatives compétentes le plan de règlement précité afin que le Gouvernement italien soit autorisé à donner sa garantie pour le service et le remboursement de l'emprunt en question.

Il mettra tout en œuvre pour que la loi prévue soit promulguée dans le plus bref délai possible.

Je vous saurais gré de bien vouloir accuser réception de cette communication. Cette lettre et votre réponse formeront partie intégrante de l'Arrangement concernant les placements financiers suisses en Italie conclu ce jour.

J'ai pris acte de ce qui précède et voux prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

HOTZ

Monsieur Umberto GRAZZI
Ministre Plénipotentiaire,
Président de la Délégation Italienne BERNE

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
DE GASPERI

LE PRÉSIDENT
DE LA DÉLÉGATION ITALIENNE

Rome, le 6 avril 1949

Monsieur le Président,

Me référant aux négociations qui ont pris fin ce jour, j'ai l'honneur de vous communiquer ce qui suit :

A travers le « Compte Transferts divers » seront aussi réglés, suivant les dispositions de l'Arrangement concernant les placements financiers suisses en Italie signé ce jour. les montants nécessaires au paiement des intérêts et au remboursement successif des financements effectués en 1931 par la Societé Anonyme pour l'Industrie de l'Aluminium aux entreprises Società Alluminio Veneto per Azioni et Società Idroelettrica Cismon S.A. suivant l'accord intervenu à ce sujet entre débiteurs et créanciers.

Je vous saurais gré de bien vouloir accuser réception de cette communication. Cette lettre et votre réponse

feront partie intégrante de l'Arrangement concernant les placements financiers suisses en Italie conclu ce jour.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

GRAZZI

Au Président de la Délégation suisse

ROME

Visto d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri

DE GASPERI

LA COMMISSION GOUVERNEMENTALE MIXTE ITALO-SUISSE

LE PRÉSIDENT
DE LA DÉLÉGATION SUISSE

Berne, le 10 mai 1949

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre en date de ce jour ainsi conçue:

« Me référant aux négociations qui ont pris fin le 6 avril 1949, j'ai l'honneur de vous communiquer ce qui suit

A travers le « Compte Transferts divers » seront aussi réglés, suivant les dispositions de l'Arrangement concernant les placements financiers suisses en Italie signé ce jour les montants nécessaires au paiement des intérêts et au remboursement successif des financements effectués en 1931 par la Société Anonyme pour l'Industrie de l'Aluminium aux entreprises Società Alluminio Veneto per Azioni et Società Idroelettrica Cismon S.A. suivant l'accord intervenu à ce sujet entre débiteurs et créanciers.

Je vous saurais gré de bien vouloir accuser réception de cette communication. Cette lettre et votre réponse feront partie intégrante de l'Arrangement concernant les placements financiers suisses en Italie conclu ce jour ».

J'ai pris acte de ce qui précède et voux prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

HOTZ

Monsieur Umberto GRAZZI
Ministre Plénipotentiaire,
Président de la Délégation Italienne BERNE

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri

DE GASPERI

LEGGE 12 dicembre 1951, n. **1563**.

Validità legale dei diplomi conseguiti in istituti artistici e musicali stranieri da italiani o figli di italiani.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato:

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge

Articolo unico.

La facoltà attribuita al Ministro per la pubblica istruzione dall'art. 170, ultimo comma, del testo unico delle leggi sull'istruzione superiore, approvato con regio decreto 31 agosto 1933, n. 1592, concernente la dichiarazione di equipollenza, agli effetti legali, dei titoli accademici conseguiti all'estero, o l'ammissione ai corrispondenti esami di laurea o diploma, con dispensa totale o parziale dagli esami di profitto prescritti, è estesa ai diplomi degli istituti artistici e musicali conseguiti all'estero da italiani o figli di italiani, udito il parere delle competenti autorità accademiche e della competente Sezione del Consiglio superiore delle antichità e belle arti, e sempre che i medesimi abbiano la cittadinanza italiana.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 12 dicembre 1951

EINAUDI

DE GASPERI — ZOLI

Visto, *il Guardasigilli*: ZOLI

LEGGE 20 dicembre 1951, n. **1564**.

Previdenza ed assistenza dei giornalisti.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1

La previdenza e l'assistenza attuate dall'Istituto nazionale di previdenza dei giornalisti italiani « Giovanni Amendola » riconosciuto con regio decreto 25 marzo 1926, n. 898, nelle forme e nelle misure disposte dal suo statuto e dal regolamento a favore dei giornalisti iscritti all'Istituto stesso, sostituiscono a tutti gli effetti, nei confronti dei giornalisti ad esso iscritti, le corrispondenti forme di previdenza e di assistenza obbligatorie.

Art. 2.

Le misure dei contributi dovuti all'Istituto nazionale di previdenza dei giornalisti italiani « Giovanni Amendola » dai datori di lavoro per i giornalisti da essi dipendenti e le prestazioni che l'Istituto è tenuto ad erogare a favore dei proprî iscritti non possono essere inferiori a quelle stabilite per le corrispondenti forme di previdenza e di assistenza obbligatorie.

Il regolamento previsto dallo statuto dell'Istituto dovrà essere uniformato alle disposizioni della presente legge entro il termine di sei mesi dall'entrata in vigore della legge stessa.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 20 dicembre 1951

EINAUDI

DE GASPERI — RUBINACCI —
ZOLI — VANONI

Visto, *il Guardasigilli*: ZOLI

DECRETO MINISTERIALE 29 dicembre 1951.

Cessazione delle disposizioni contenute nel provvedimento relativo alla pesca nelle acque dolci della provincia di Pisa.

IL MINISTRO
PER L'AGRICOLTURA E PER LE FORESTE

Visto il decreto Ministeriale 29 ottobre 1939, con il quale viene disposto che la pesca nelle acque dolci delle provincie di Apuania, Arezzo, Firenze, Grosseto, Livorno, Lucca, Pisa, Pistoia e Siena non può essere esercitata con reti le cui maglie siano inferiori a millimetri quindici di lato;

Viste le proposte formulate dalla Commissione provinciale di pesca della provincia di Pisa concernenti la classificazione delle acque interne di quella provincia e l'elenco delle reti e degli attrezzi da consentire per la pesca nelle acque medesime;

Vista la propria lettera n. 8554 del 17 dicembre 1951, con la quale, ai sensi dell'art. 50 del regolamento sulla pesca e sui pescatori, approvato con regio decreto 29 ottobre 1922, n. 1647, viene invitato il Prefetto di Pisa ad accogliere le proposte formulate dalla Commissione succitata ed a provvedere in merito con proprio decreto;

Ritenuta la necessità di far cessare, quindi, nella provincia di Pisa l'applicazione delle disposizioni del decreto Ministeriale sopra specificato

Decreta

Le disposizioni contenute nel decreto Ministeriale 29 ottobre 1939 cessano di avere vigore nella provincia di Pisa il 15 gennaio 1952.

Il Consorzio obbligatorio per la tutela della pesca in Toscana provvederà, nel modo che riterrà meglio adatto, a portare quanto sopra a conoscenza degli interessati.

Il presente decreto verrà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 29 dicembre 1951

p. *Il Ministro*: RUMOR

(53)

DECRETO MINISTERIALE 31 dicembre 1951.

Conferma del presidente e dei vice presidenti della Cassa di risparmio di Livorno, con sede in Livorno.

IL MINISTRO PER IL TESORO

Visto il regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, modificato con le leggi 7 marzo 1938, n. 141, 7 aprile 1938, n. 636, e 10 giugno 1940, n. 933;

Visto il regio decreto-legge 24 febbraio 1938, n. 204, convertito nella legge 3 giugno 1938, n. 778;

Visto il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 17 luglio 1947, n. 691, e il decreto legislativo 20 gennaio 1948, n. 10;

Visto il decreto Ministeriale del 24 agosto 1946, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del 6 settembre stesso anno, con il quale il gr. uff. ammiraglio Armando del Buono ed i signori N.H. Nicola Bertagni e Marco De Giacomi, sono stati nominati, rispettivamente, presidente e vice presidenti della Cassa di risparmio di Livorno;

Visto il decreto Ministeriale dell'11 agosto 1951, con il quale il cav. uff. Mario Ferrari Conti è stato nominato presidente della suddetta Cassa in sostituzione dell'ammiraglio Armando del Buono resosi dimissionario;

Considerato che i signori Ferrari Conti, Bertagni e De Giacomi, a norma dello statuto aziendale, sono scaduti dalle rispettive cariche per compiuto periodo;

Sentito il Comitato interministeriale per il credito ed il risparmio;

Decreta:

I signori cav. uff. Mario Ferrari Conti, N.H. Nicola Bertagni e Marco De Giacomi sono confermati, rispettivamente, presidente e vice presidenti della Cassa di risparmio di Livorno, con sede in Livorno, con decorrenza dalla data del presente decreto e per la durata prevista dalle norme statutarie.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 31 dicembre 1951

Il Ministro: VANONI

(95)

DECRETO MINISTERIALE 31 dicembre 1951.

Conferma del presidente e del vice presidente della Cassa di risparmio di Teramo, con sede in Teramo.

IL MINISTRO PER IL TESORO

Visto il regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, modificato con le leggi 7 marzo 1938, n. 141, 7 aprile 1938, n. 636, e 10 giugno 1940, n. 933;

Visto il regio decreto-legge 24 febbraio 1938, n. 204, convertito nella legge 3 giugno 1938, n. 778;

Visto il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 17 luglio 1947, n. 691, e il decreto legislativo 20 gennaio 1948, n. 10;

Visto il decreto Ministeriale 28 dicembre 1945, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del 16 gennaio 1946, con il quale i signori dott. Domenico Maria Savini ed il dott. Luca Ianuari Scaricamazza sono stati nominati, rispettivamente, presidente e vice presidente della Cassa di risparmio di Teramo;

Considerato che i predetti nominativi, a norma dello statuto aziendale, sono scaduti di carica per compiuto periodo;

Sentito il Comitato interministeriale per il credito ed il risparmio;

Decreta:

I signori dott. Domenico Maria Savini e dott. Luca Ianuari Scaricamazza sono confermati, rispettivamente, presidente e vice presidente della Cassa di risparmio di Teramo, con sede in Teramo, con decorrenza dalla data del presente decreto e per la durata prevista dalle norme statutarie.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 31 dicembre 1951

Il Ministro: VANONI

(91)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

PRESIDENZA DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

ALTO COMMISSARIATO PER L'IGIENE E LA SANITÀ PUBBLICA

Caratteristiche delle bottiglie e delle etichette per lo smercio dell'acqua oligo-minerale denominata « Fiuggi »

Con decreto dell'Alto Commissario per l'igiene e la sanità pubblica n. 563 del 26 novembre 1951, vennero modificati il n. II) del decreto Ministeriale 18 luglio 1922, nonchè il paragrafo *a*) del decreto Ministeriale 23 marzo 1926, come segue:

L'acqua oligo-minerale « Fiuggi » continuerà ad essere smerciata in bottiglie da un litro e mezzo litro, tipo Vichy, di colore verde chiaro, chiuse con tappi a corona, muniti di sughero e stagnola. La chiusura dovrà essere perfetta ed ermetica onde non possa dar luogo ad alterazione o sostituzione dell'acqua minerale.

Le etichette che servono per contrassegnare le bottiglie di acqua minerale saranno stampate con caratteri turchini e rossi su carta bianca, ed avranno formato rettangolare con le seguenti dimensioni per le bottiglie da un litro il formato sarà di mm. 125 di altezza e mm. 210 di larghezza; per le bottiglie da mezzo litro mm. 107 di altezza e mm. 180 di larghezza.

Le etichette saranno uguali per disegni, colori e diciture e varieranno solo per i formati.

Nel mezzo dell'etichetta trovasi un rettangolo centrale di colore turchino a fondo in rigatino di mm. 180 per mm. 88, contornato da un fregio bianco e turchino. Nella parte superiore di detto rettangolo trovasi scritto con caratteri di colore turchino più cupo « Acqua minerale naturale », sotto figura la frase Antiurica Antilitiaca. Nella parte centrale è scritto, su un ovale di color rosso scarlatto, in caratteri bianchi digradanti da un minimo di mm. 24 e mezzo ad un massimo di mm. 34 e mezzo dello spessore di mm. 4 « Fiuggi ».

Nella parte inferiore del rettangolo mediano sta scritto comune di Fiuggi (provincia di Frosinone).

Sotto al fregio del rettangolo mediano trovasi scritto « Decreti di autorizzazione del Ministero dell'interno 18 luglio 1922, n. 3, dell'Alto Commissariato per l'igiene e la sanità pubblica n. 563 del 26 novembre 1951 ».

A sinistra del reparto centrale trovansi riportati i dati analitici dell'analisi chimico-fisica, eseguita il 10 agosto 1951 dai professori G. Bargellini; V. Cagliotti e M. Giordani dell'Istituto di chimica analitica dell'Università di Roma, con precisate: le costanti chimico fisiche; la composizione probabile dell'acqua di Fiuggi, nonchè i gas disciolti in un litro di acqua, con determinazioni compiute alla sorgente.

Sotto trovansi riportate le modalità d'uso dell'acqua « Fiuggi ».

A destra del rettangolo centrale viene riportato il giudizio circa l'esame batteriologico, eseguito il 29 settembre 1951 dal prof. V. Puntoni, direttore dell'Istituto d'igiene dell'Università di Roma, sulle polle della sorgente « Fiuggi ».

Seguono giudizi dedotti da opere storiche circa le proprietà terapeutiche dell'acqua oligo-minerale « Fiuggi » ed i giudizi di illustri clinici, circa le particolarità medicamentose, dell'acqua oligo-minerale « Fiuggi ».

(145)

CONCORSI ED ESAMI

PREFETTURA DI REGGIO EMILIA

Esito del concorso al posto di dirigente sanitario del dispensario antivenereo comunale di Reggio Emilia

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI REGGIO EMILIA

Visto il proprio decreto n. 268 in data 20 marzo 1951, col quale fu bandito il concorso per titoli ed esami al posto di dirigente sanitario del dispensario antivenereo comunale di Reggio Emilia;

Visti gli atti del concorso, i verbali della Commissione giudicatrice, nominata con decreto prefettizio n. 1045 in data 20 giugno 1951, e la graduatoria dei concorrenti dichiarati idonei;

Visti l'art. 69 del testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265, gli articoli 23 e 55 del regolamento approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281, e il decreto Ministeriale 30 novembre 1937;

Decreta:

E' approvata la seguente graduatoria dei concorrenti dichiarati idonei per il concorso di cui in narrativa:

1. Sabatini dott. Carlo — punti 59,60 su 86
2. Bizzarri dott. Alfonso — » 53,60 »
3. Maineli dott. Goffredo — » 51,70 »
4. Diena dott. Sergio — » 47,55 »

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana, nel Foglio annunzi legali della Provincia, e, per otto giorni consecutivi, all'albo della Prefettura e all'albo pretorio del comune di Reggio Emilia.

Reggio Emilia, addì 27 dicembre 1951

Il prefetto: PALAMARA

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI REGGIO EMILIA

Visto il proprio decreto n. 268 in pari data, col quale è stata approvata la graduatoria di merito dei concorrenti al posto di dirigente sanitario del dispensario antivenereo comunale di Reggio Emilia;

Visti l'art. 69 del testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265, gli articoli 23 e 55 del regolamento approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281, e il decreto Ministeriale 30 novembre 1937;

Decreta

Il concorrente dott. Sabatini Carlo è dichiarato vincitore del concorso di cui in narrativa.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana, nel Foglio annunzi legali della Provincia e, per otto giorni consecutivi, all'albo della Prefettura ed all'albo pretorio del comune di Reggio Emilia.

Reggio Emilia, addì 27 dicembre 1951

Il prefetto: PALAMARA

(132)

GIOLITTI GIUSEPPE, *direttore* — SANTI RAFFAELE, *gerente*

Roma Istituto Poligrafico dello Stato G. C.